

Elections européennes 2019 : la progression des partis eurosceptiques en carte

Par Mathilde Damgé et Pierre Breteau

Publié le 28 mai 2019 à 14h24 - Mis à jour le 29 mai 2019 à 17h37

Partage 

DÉCRYPTAGES | **Des partis souverainistes, essentiellement d'extrême droite, ont réalisé des scores historiques en Hongrie, Pologne, Italie et Belgique.**

Les élections européennes 2019 ont vu la fin de quarante ans de majorité absolue pour les deux principales formations du Parlement européen : les conservateurs du Parti populaire européen (PPE) et les sociaux-démocrates du PSE, au profit notamment des Verts et des centristes-libéraux – qui ne disposent pas non plus d'une majorité absolue. Mais ce scrutin a aussi vu la percée des partis souverainistes, essentiellement d'extrême droite.

Les trois grands groupes eurosceptiques de l'hémicycle – l'Europe des nations et des libertés (ENL, de Marine Le Pen et Matteo Salvini), les Conservateurs et réformistes européens (ECR, dominé notamment par les Polonais) et Europe de la liberté et de la démocratie directe (EFDD, de Nigel Farage et du Mouvement 5 Etoiles) – occupent désormais 172 sièges, contre 155 en 2014.

Il est très improbable que des groupes aussi différents acceptent de travailler tous ensemble, mais ils disposent d'une capacité de blocage certaine. Les partis proeuropéens ont d'ailleurs appelé à un regroupement pour faire barrage à des élus qui n'appellent certes plus, pour la plupart, à la sortie de l'UE, mais prônent quand même son affaiblissement.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Composé de partis « eurocritiques », le Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne (GUE/NGL, qui compte La France insoumise parmi ses membres) a vu ses effectifs fondre de 52 à 39 sièges.

Lire l'analyse :

[l'extrême droite contenue et toujours divisée](#)

Progression spectaculaire en Hongrie, Pologne et Royaume-Uni

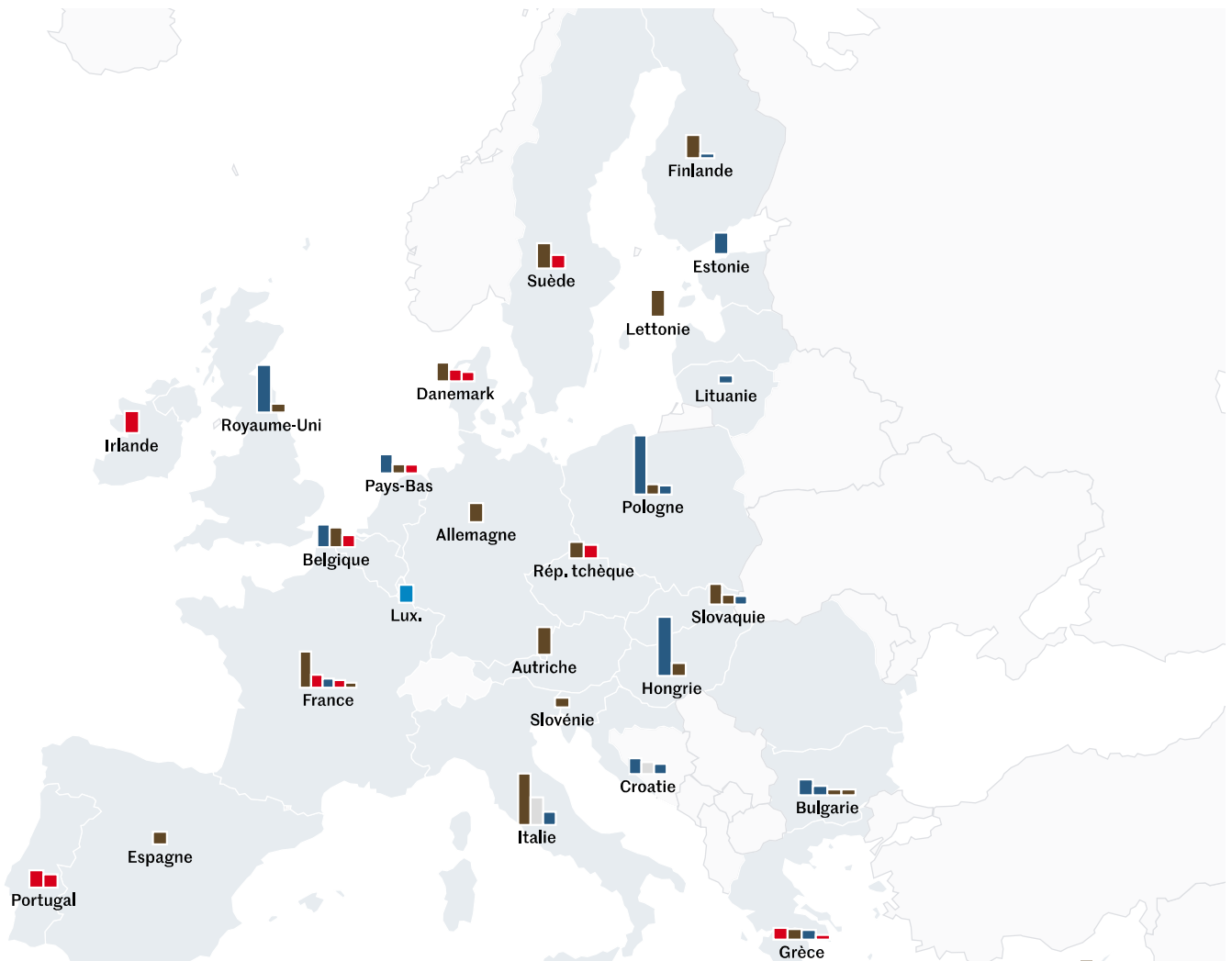
Si, au Danemark, aux Pays-Bas et en Autriche, les partis eurosceptiques n'ont pas réalisé une percée marquante, voire ont reculé par rapport aux dernières élections, dans d'autres pays ils ont, au contraire, progressé. Dans le détail, parmi les grands gagnants souverainistes des élections européennes 2019, on peut retenir, par ordre de suffrage :

- **En Hongrie.** Le parti national-conservateur du premier ministre Viktor Orban, le Fidesz, obtient une victoire écrasante avec environ 53 % des voix. Suspendu du PPE depuis mars, Viktor Orban pourrait claquer la porte du parti de droite et venir grossir les rangs d'ENL.
- **En Pologne.** Les membres du parti nationaliste ultraconservateur Droit et

justice (PiS), qui font partie du PPE, ont réuni plus de 45 % des voix. Inspiré du même « illibéralisme » qu'Orban, leur gouvernement a donné lieu à plusieurs procédures d'infraction depuis son arrivée au pouvoir en 2015.

- **En Italie.** La Ligue de Matteo Salvini enregistre une progression spectaculaire, passant de 6 % à plus de 33 % de suffrages, devant les antisystèmes du Mouvement 5 Etoiles (17 %) et l'allié traditionnel de la Ligue, Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi (8,8 %) ;
- **Au Royaume-Uni.** Six mois après sa création, le Parti du Brexit de Nigel Farage obtient près de 32 % des suffrages. Le parti d'extrême droite britannique défend une rupture nette avec l'Union européenne. Moins d'un quart des électeurs ont choisi les deux grands partis traditionnels. Toutefois, si le Brexit a lieu le 31 octobre, les effectifs de l'ECR fondront alors d'une trentaine de membres.
- **En France.** Le score du Rassemblement national, qui se place en tête de l'élection en France avec 23,3 %, est certes un succès pour Marine Le Pen et une sanction pour le parti au pouvoir, La République en marche, mais il est en deçà de ses résultats de 2014 (24,9 % des voix).
- **En Suède.** Les Démocrates de Suède, parti d'extrême droite, troisième force du pays, ont fait moins que ce qu'ils espéraient (ils étaient crédités de près de 20 % dans les sondages) et se sont contentés de 15,4 %, contre 9,6 % en 2014.
- **En Belgique.** Deux partis souverainistes sont en tête : les nationalistes flamands de la N-VA, première force politique de Flandre, à 13,5 %, et le parti d'extrême droite Vlaams Belang, qui recueille 11,4 % et triple sa représentation par rapport à 2014.
- **En Allemagne.** Le parti d'extrême droite AfD fait mieux qu'à la dernière élection européenne, avec 11 % des suffrages, contre 7,1 % en 2014, mais moins bien que lors des élections fédérales de 2017 (12,6 % des suffrages).
- **En Espagne.** Le parti d'extrême droite Vox obtient ses premiers

eurodéputés, avec 6,2 % des voix.



Cartographie et développement : Pierre Breteau

Détails par pays membre

HONGRIE 58,7 %

Fidesz (droite nat.)

52,3 %

Le parti du président Orban a été suspendu au printemps du groupe parlementaire de la droite européenne, le PPE, en raison notamment de sa « *rhétorique anti-UE* ». D'après lui, le milliardaire juif américain d'origine hongroise George Soros organiserait un « *grand remplacement* » des populations européennes, avec l'aide de la Commission, par des migrants d'Afrique et du Proche-Orient.

Jobbik (ext. droite)

6,4 %

Le positionnement de plus en plus xénophobe de Viktor Orban, issu du camp conservateur, permet paradoxalement à l'Alliance des jeunes de droite-Mouvement

ITALIE 57,9 %

La Ligue (ext. droite)

34,3 %

Matteo Salvini a effacé le mot « *Nord* » du nom du parti pour la dernière élection qui a vu leur victoire et l'a propulsé au ministère de l'intérieur. Dans son programme figure en bonne place le renforcement des prérogatives des Etats.

Mouvement 5 Etoiles (autre)

17,1 %

En perte de vitesse dans les dernières élections en Italie, le M5S a lancé un nouveau groupe politique au Parlement européen pour anticiper la sortie des eurosceptiques britanniques de leur groupe actuel. Il a pendant un temps prôné un référendum sur la sortie de l'euro, mais il a fini par abandonner l'idée lors de la campagne pour les législatives

POLOGNE 53,8 %

Droit et justice (droite nat.)

45,6 %

Fondé en juin 2001 par Jaroslaw Kaczynski et son frère Lech Kaczynski, le parti eurosceptique est le parti au pouvoir. Il est visé par plusieurs procédures de Bruxelles concernant la réforme de la justice, mise sous le contrôle des politiques.

Confédération (ext. droite)

4,5 %

Coalition formée en 2018 avec notamment le parti du député européen Janusz Korwin-Mikke (condamné pour sexisme par le Parlement), elle dénonce pêle-mêle le système, l'influence israélienne, les migrants...

Kukiz'15 (droite nat.)

3,7 %

pour une meilleure Hongrie, communément appelée Jobbik, de se présenter comme la principale alternative au dirigeant. Mais le parti ultranationaliste, en dépit d'une modération de son discours, stagne dans les urnes : il a obtenu le même score aux législatives qu'il y a quatre ans, autour de 20 % des voix.

2018. Il demande actuellement une réforme du marché unique pour préserver le made in Italy.

Frères d'Italie (droite nat.)

6,5 %

Après sa rupture avec la droite berlusconienne, Frères d'Italie a effectué un rapprochement avec la Ligue du Nord de Matteo Salvini, en 2014-2015, sur la base de leur opposition aux politiques de Bruxelles, en particulier sur l'immigration. Mais la doctrine centralisatrice des néo-fascistes reste opposée au régionalisme de la Ligue.

Cinq membres du parti d'extrême droite Mouvement national ont été élus au Parlement polonais sur les listes de Kukiz'15, parti populiste du chanteur Pawel Kukiz, qui a obtenu 8,81 % des voix.

[Revenir à la carte ^](#)

[Revenir à la carte ^](#)

[Revenir à la carte ^](#)

FRANCE 36,3 %

Rassemblement national (ext. droite)

23,3 %

Le Front national, désormais appelé Rassemblement national, a terminé en première position aux élections européennes de 2014 et sa présidente, Marine le Pen, s'est qualifiée pour le second tour de la présidentielle de 2018 en doublant quasiment le nombre de voix obtenues par Jean-Marie Le Pen quinze ans plus tôt.

ROYAUME-UNI 35,3 %

Parti du Brexit (droite nat.)

31,7 %

Le nouveau Parti du Brexit, créé par Nigel Farage, promet de sortir de l'UE sans négociation. Pour de nombreux Britanniques, l'idée de voter à nouveau sur la sortie de l'UE, presque trois ans après avoir choisi par référendum de quitter l'Union européenne, est inadmissible.

Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (ext. droite)

3,6 %

BELGIQUE 30,7 %

Alliance néoflamande (droite nat.)

13,5 %

L'alliance néo-flamande (N-VA) a pris beaucoup de voix à l'extrême droite de l'Intérêt flamand (Vlaams Belang ou VB) en polissant son discours tout en continuant à s'en prendre aux migrants. Elle est devenue la principale composante de la coalition au pouvoir, avec 20,3 % des voix aux dernières législatives. Elle entend défendre « *une nouvelle voie entre la croyance europhile dépourvue de tout esprit critique*

La France insoumise (gauche rad.)**6,3 %**

Créé en 2016 par Jean-Luc Mélenchon, le parti de gauche radicale place en premier point de son « *texte programmatique* » de « *faire respecter la souveraineté des peuples* » et appelle à « *sortir des traités européens actuels* ».

Debout la France (droite nat.)**3,5 %**

Le parti, qui s'appelait aux dernières élections Debout la République et qui a baptisé sa liste « *Le courage de défendre les Français pour ces élections* », propose « *une nouvelle alliance des peuples européens, fondée sur une renégociation totale des traités actuels* », ainsi que « *sur de véritables démocraties nationales qui disposeront de l'ensemble de leurs compétences souveraines* ».

Parti communiste (gauche rad.)**2,5 %**

Même s'il ne demande pas à sortir de l'Europe, le Parti communiste souhaite refondre l'UE telle qu'elle est actuellement et favoriser des nations « *libres* » et « *souveraines* ». « *Nous voulons que notre pays puisse négocier librement les contours de sa participation à l'UE, à travers une construction à géométrie choisie et dans le respect de la souveraineté populaire* ».

Le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), créé en 1993, a mis la lutte contre l'immigration au centre de son programme. Il a gagné son bras-de-fer sur la tenue d'un référendum et pour la sortie du pays de l'Union européenne. Depuis qu'il a atteint son objectif, il a connu une longue dégringolade et est concurrencé par le Parti du Brexit.

« dans un super-Etat européen et les forces eurosceptiques qui veulent la destruction de l'UE ». La revendication principale de la N-VA est l'indépendance de la Flandre, dans le cadre de l'Union européenne.

Intérêt flamand (ext. droite)**11,4 %**

Le Vlaams Blok (« *Bloc flamand* »), devenu le Vlaams Belang (« *Intérêt flamand* ») en 2004, milite avant tout pour la création d'un Etat flamand, grâce à une « *sécession pacifique* » d'avec la Wallonie. Il se revendique d'un nationalisme ethnique et prône

l'abolition du super-Etat européen.

Parti du travail de Belgique (gauche rad.)**5,7 %**

Le Parti du travail de Belgique (en néerlandais : Partij van de Arbeid van België, PVDA) a percé lors des municipales de 2018, obtenant près de 10 % des voix en Wallonie. Il annonce dans son programme vouloir rompre avec les traités européens et sortir de l'OTAN.

souverainete populaire. »

Les Patriotes (ext. droite)

0,7%

La liste « *Ensemble patriotes et "gilets jaunes" : pour la France, sortons de l'Union européenne !* » est conduite par Florian Philippot, ancien-vice président du Front national qui a fondé son propre mouvement, Les Patriotes, en 2017. Il a été rejoint par un « *gilet jaune* » de l'Indre, Jean-François Barnaba (numéro neuf), qui dit avoir renoncé à constituer sa propre liste pour raisons financières.

[Revenir à la carte ^](#)

[Revenir à la carte ^](#)

[Revenir à la carte ^](#)

SUÈDE 22,1 %

Démocrates suédois (ext. droite)

15,4%

Les Démocrates de Suède (SD) sont issus, à l'origine, du néonazisme, mais se sont recentrés, renonçant à un discours ouvertement raciste. Ils veulent renégocier les traités, prônant une « *Europe de nations indépendantes* » et un renforcement de la communauté nordique. Ils ne se prononcent plus sur un « *Swexit* » mais revendiquent une position « *pragmatique* ».

DANEMARK 19,9 %

Parti du peuple danois (ext. droite)

10,7%

Arrivé en tête aux dernières élections européennes et en deuxième position aux législatives, DF critique le dumping social et la criminalité originaire de l'Europe de l'Est et est partisan du rétablissement des contrôles aux frontières. Certains de ses membres ont proposé de supprimer le Parlement européen et de stopper l'entrée des musulmans au Danemark.

SLOVAQUIE 19,4 %

Parti populaire-Notre Slovaquie (ext. droite)

12,1%

Le parti néonazi Notre Slovaquie (LSNS), qui milite pour une sortie de l'Union européenne, a perdu les élections régionales en novembre 2017, son leader, Marian Kotleba, ayant échoué à préserver son poste de gouverneur d'une région du centre.

Parti national slovaque (ext. droite)

Parti de la gauche (gauche rad.)

6,7 %

Le parti de gauche radicale qui militait autrefois pour une sortie de la Suède de l'UE a changé de position en début d'année : « *Il n'est pas approprié que nous poursuivions maintenant la question du retrait de l'UE. Les élections au Parlement européen ne portent pas sur l'adhésion de la Suède à l'Union européenne, mais sur le type de coopération à rechercher.* »

[Revenir à la carte](#) ^

Liste de l'unité (gauche rad.)

5,5 %

L'Alliance rouge-verte, formation issue de l'ancien Parti communiste, a obtenu 7,8 % des voix aux élections législatives de 2015. Dans son programme, elle demande un référendum sur un retrait de l'UE, considérée comme un groupement d'intérêts capitalistes. C'est la première fois que l'Enhedslisten se présente aux européennes.

Mouvement populaire contre l'Union européenne (gauche rad.)

3,7 %

Fondé avant même l'adhésion du Danemark, ce parti militait dès 1972 contre l'Union européenne. En 1992, les Danois ont refusé par référendum le traité de Maastricht obtenant ensuite un traité sur mesure, sans l'euro et sans participation à la politique de défense.

[Revenir à la carte](#) ^

4,1 %

Le Parti national slovaque essaie de se dédramatiser et participe au gouvernement du social-démocrate Robert Fico, grâce aux 8,6 % obtenus aux dernières élections législatives en 2016.

Nous sommes une famille (droite nat.)

3,2 %

Fondé en 2015 par l'homme d'affaires Boris Kollar, le parti eurosceptique a recueilli 6,6 % des voix lors des élections législatives de 2016. Il a rejoint le mouvement cofondé par Matteo Salvini, l'Alliance

européenne des peuples et des nations.

[Revenir à la carte](#) ^

CROATIE 18,5 %

Souverainistes croates (droite nat.)

8,5 %

La coalition, qui réunit

PAYS-BAS 17,8 %

Forum pour la démocratie (droite nat.)

10,9 %

Le parti, créé en 2016, souhaite

AUTRICHE 17,2 %

Parti de la liberté (ext. droite)

17,2 %

Le candidat du FPÖ, Norbert Hofer, a perdu de très peu au

plusieurs mouvements nationalistes (Hrast, HKS, HSP AS, UHD), affirme se battre pour une Europe d'Etats souverains et contre une Union européenne fédératrice. Portée par la députée européenne Ruza Tomasic, elle est également contre une entrée du pays dans la zone euro.

Bouclier humain (autre)

5,7 %

A l'origine une ONG luttant contre les expulsions de familles en difficulté, le parti s'impose dans les sondages comme la deuxième force politique de la Croatie. Dépourvu de programme

structuré, il considère que « *les décisions au sein de l'UE sont adoptées de manière non démocratique* » et juge que la Croatie a perdu son autonomie en adhérant.

Les Indépendants pour la Croatie (droite nat.)

4,4 %

Créé en 2017, le parti nationaliste représente les intérêts de la diaspora croate, en particulier dans les Balkans. Son président, Zlatko Hasanbegovic, a été exclu du parti de centre droit au pouvoir, le HDZ pour son hypernationalisme.

[Revenir à la carte](#) ^

organiser un référendum sur l'appartenance des Pays-Bas à l'Union européenne. Il est devenu la première force politique du pays aux élections provinciales.

Parti pour la liberté (ext. droite)

3,5 %

Le Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders est devenu en 2017 la deuxième force du Parlement néerlandais, derrière les libéraux, avec vingt sièges sur cent cinquante et un gain de cinq élus.

Parti socialiste (gauche rad.)

3,4 %

Le mot d'ordre du Parti socialiste néerlandais est « *Ne laissez pas Bruxelles être le patron* ». De gauche radicale et eurosceptique, le parti demande des alternatives à l'euro, de supprimer la Commission, de réviser les traités, ou encore de s'opposer à tout nouvel élargissement.

[Revenir à la carte](#) ^

deuxième tour de l'élection présidentielle en 2016. Son parti, le FPÖ, a obtenu 26 % des voix aux dernières élections législatives de 2017 et une place dans un gouvernement de coalition. Mais cette alliance a explosé après la révélation de liens avec la Russie et la possibilité de financement illégal du parti. De nouvelles législatives anticipées devraient être organisées dans les prochains mois.

[Revenir à la carte](#) ^

PORTUGAL 16,4 %**Bloc de gauche (gauche rad.)****9,7 %**

Conséquence de l'austérité imposée lors de la crise des dettes publiques, le Bloc de gauche a une position de plus en plus critique de l'UE. En cas de nouveau plan d'austérité, il soutient la sortie de l'euro, obstacle selon lui à la souveraineté du Portugal et à une politique économique indépendante.

Coalition démocratique unitaire (gauche rad.)**6,7 %**

Cette coalition du Parti communiste associé à des écologistes, est talonnée depuis les dernières élections par le Bloc de gauche. Le programme mis en ligne par la coalition promet que « *les députés du PCP élus par la CDU lutteront contre les traités et les politiques allant à l'encontre des intérêts du peuple et du pays* ».

[Revenir à la carte](#) ^**LETONIE 16,4 %****Alliance nationale (ext. droite)****16,4 %**

Le parti nationaliste, créé en 2010, fait partie du groupe Conservateurs et réformistes européens à Strasbourg, comme le Parti populaire danois ou les Vrais Finlandais.

[Revenir à la carte](#) ^**RÉP. TCHÈQUE 16,1 %****Liberté et démocratie directe (ext. droite)****9,1 %**

Le parti nationaliste Liberté et démocratie directe (SPD), fondé en 2015, a obtenu 10 % des votes lors des législatives de 2017, grâce à son discours anti-islam et anti-UE.

Parti communiste de Bohême et Moravie (gauche rad.)**6,9 %**

Le Parti communiste de Bohême et Moravie, créé en 1989, milite pour une plus grande souveraineté des Etats au sein de l'Union européenne. Le premier point de son programme est un refus que le pays soit « *un débouché pour des aliments de mauvaise qualité* ».

[Revenir à la carte](#) ^**GRÈCE 15,1 %****BULGARIE 14,7 %****FINLANDE 14,1 %**

Parti communiste de Grèce (gauche rad.)

5,5 %

Le KKE était contre l'appartenance de la Grèce à l'Union européenne et a aussi appelé à voter contre le traité de Maastricht ou l'élargissement de l'Union européenne.

Aube dorée (ext. droite)

4,9 %

Le parti d'extrême droite Aube dorée, qui surfe sur les colères issues de la crise migratoire et de la crise économique, est la troisième force politique du pays, en dépit des procès que

doivent affronter plusieurs de ses membres, accusés d'actes de violence raciste contre des immigrés.

Grecs indépendants (droite nat.)

4,1 %

Parti politique grec de droite souverainiste, né en 2012 d'une scission de la Nouvelle Démocratie, les Grecs indépendants se sont alliés à Tsipras et ont obtenu le ministère de la défense de son gouvernement. Mais leur chef a démissionné pour marquer son opposition au nouvel accord – essentiellement sémantique – entre la Grèce et la Macédoine.

Unité populaire (gauche rad.)

0,6 %

Mouvement national bulgare (droite nat.)

8,6 %

VMRO, qui avait obtenu plus de 10 % des voix aux dernières européennes dans le cadre d'une coalition, est un parti de droite nationaliste et souverainiste, pro-occidental. En novembre, le site bruxellois Euractiv affirmait que Krassimir Karakachanov, dirigeant du VMRO, ministre de la défense et vice-premier ministre, était impliqué dans un trafic de passeports.

Volonté (droite nat.)

3,8 %

Lancé par le riche propriétaire d'une chaîne de pharmacies et de stations-service, Vesselin Marechki, le mouvement a formé une coalition avec l'Union nationale agraire bulgare et d'autres petits partis.

Ataka (ext. droite)

1,2 %

Ataka est un parti d'extrême droite russophile, né de l'initiative en 2005 d'un ancien journaliste. Le premier point de son programme est la renégociation du traité européen commun en faveur de la Bulgarie.

Front national pour le salut de la Bulgarie (ext. droite)

1,1 %

Vrais Finlandais (ext. droite)

13,8 %

Avec 17,5 % des voix, les Vrais Finlandais sont à nouveau arrivés en deuxième position lors des législatives de 2019. Depuis deux ans, le parti doit lutter contre la concurrence des membres de la Réforme bleue, qui critiquent la prise de pouvoir de l'extrême droite radicale au sein de leur formation.

La réforme bleue (droite nat.)

0,3 %

Aux législatives d'avril, les dissidents des Vrais Finlandais, rassemblés au sein du parti conservateur La Réforme bleue, n'ont remporté que 1 % des voix.

Fondé par des dissidents de Syriza, devenu parti de gouvernement après sa large victoire en 2015, Unité populaire revendique un courant plus eurosceptique et est favorable à un retrait de la Grèce de l'OTAN et de l'euro « *si les politiques d'austérité continuent* ».

Créé en 2011, le parti d'extrême droite, antirusse et eurosceptique rassemble des Bulgares « *convaincus par l'idée de sauver et d'unir la Bulgarie, sa prospérité en faisant passer ses intérêts avant tout* ».

[Revenir à la carte ^](#)

[Revenir à la carte ^](#)

[Revenir à la carte ^](#)

IRLANDE 13 %

Sinn Féin (gauche rad.)
13 %

Le parti de gauche nationaliste est la seule grande formation en Irlande à émettre une critique des politiques de l'UE. Longtemps ouvertement anti-UE, le Sinn Féin défend désormais le maintien de l'Irlande dans l'Union, pour pouvoir gouverner en coalition avec un autre parti, et parce qu'il défend l'idée de la réunification de l'île sous les auspices de l'Union.

[Revenir à la carte ^](#)

ESTONIE 12,7 %

Parti populaire conservateur (droite nat.)
12,7 %

Le parti EKRE est entré au gouvernement en mars et a obtenu cinq portefeuilles dans la coalition dirigée par les centristes. Créé en 2015, le parti eurosceptique et antimigrant a fait campagne sur le rejet des élites et du multiculturalisme, du droit à l'avortement, des droits des homosexuels et ceux de la minorité russophone.

[Revenir à la carte ^](#)

ALLEMAGNE 11 %

Alternative pour l'Allemagne (ext. droite)
11 %

Le parti eurosceptique Alternative pour l'Allemagne (AfD) a fait une percée aux législatives allemandes de 2017 avec 12,6 % des voix, contre 4,7% il y a quatre ans.

[Revenir à la carte ^](#)

LUXEMBOURG 10 %

CHYPRE 8,3 %

ESPAGNE 6,2 %

Parti réformiste d'alternative démocratique (cons.)

10 %

Adoptant clairement une ligne eurosceptique, le parti national-conservateur revendique d'avoir « *toujours plaidé pour une Europe des nations souveraines et contre le centralisme européen* ».

[Revenir à la carte](#) 

Front populaire national (ext. droite)

8,3 %

Le Front populaire national (ELAM), parti nationaliste grec, a réuni 5,65 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle, en janvier. Il avait déjà obtenu 3,7 % des voix aux élections législatives de 2016, lui assurant deux sièges au Parlement. Il manifeste régulièrement contre la présence des Turcs et des migrants et revendique s'inspirer du mouvement grec Aube dorée.

[Revenir à la carte](#) 

Vox (ext. droite)

6,2 %

Le parti vient de faire son entrée au Parlement espagnol pour la première fois lors des élections législatives avec plus de 10 % des voix. La formation ultranationaliste veut « *revenir à l'idée de nations souveraines qui coopèrent entre elles* ».

[Revenir à la carte](#) 

SLOVÉNIE

4 %

Parti national slovène (ext. droite)

4 %

Même si son dirigeant historique Zmago Jelincic Plemeniti refuse d'être classé politiquement, le programme du parti est marqué par des revendications nationalistes et eurosceptiques. Il a annoncé qu'en cas d'élection d'eurodéputés, ceux-ci siègeraient au groupe ENL.

LITUANIE

2,7 %

Parti Ordre et justice (droite nat.)

2,7 %

Le parti Ordre et justice, dirigé par l'ex-président Rolandas Paksas, destitué en 2004 pour violation de la Constitution, est un parti populiste qui présente pour ces élections une liste sous le nom de Comité électoral public « *Mouvement du président Roland Paksas* ».

[Revenir à la carte ^](#)[Revenir à la carte ^](#)

Méthodologie. Populisme, illibéralisme, antisystème... Certains concepts sont aussi récurrents qu'insaisissables. En France, ils sont très utilisés par les partisans de La République en marche pour critiquer leurs principales oppositions, de gauche comme de droite. Pourtant, « *le macronisme a une composante populiste, dans sa façon de dénigrer les corps intermédiaires, de s'en prendre à la presse, dans son rapport compliqué, aussi, au parlementarisme* », juge l'ancien chef du service Politique, actuellement correspondant du *Monde* à Berlin, Thomas Wieder. Aussi, dans cet exercice de décryptage des programmes, nous en tenons-nous à un point de bascule factuel : le souverainisme. Défini en opposition au « fédéralisme », il dérive d'une vision protectionniste et nationaliste des Etats membres. Ce concept recoupe en grande partie l'euroscepticisme, mais peut se décliner différemment selon la position du parti sur l'échiquier politique : à l'extrême droite, il s'agit de protéger les frontières nationales et de lutter contre l'immigration ; à l'extrême gauche, on s'attache à refuser une Europe capitaliste. La typologie des différents partis est celle du *Monde*, inspirée du travail du média spécialisé Contexte. Résultats (pour certains encore provisoires) du Parlement européen.

L'extrême droite à l'épreuve du pouvoir, une série en cinq épisodes

1. [En Autriche, la chute de la coalition des droites](#)
[Aux affaires, l'extrême droite autrichienne n'a rien renié](#)
2. [En Italie, la fuite en avant sécuritaire de Salvini](#)
3. [En Hongrie, neuf années d'affaiblissement de l'Etat de droit](#)
4. [La radicalisation des Vrais Finlandais, en marge de leur passage au pouvoir](#)
5. [En Bulgarie, Roms et minorités sexuelles dans le collimateur](#)

Voir plus

Lire l'analyse :

l'extrême droite contenue et toujours divisée

Mathilde Dagné

Pierre Breteau

avec